

Le syndicalisme



3

1. Les raisons fondamentales de notre engagement syndical

Une question stratégique

Un outil pour modifier les rapports de forces

4

5

II. Les raisons liées à la place des révolutionnaires

Les syndicats sont réformistes par nature

Est-il contradictoire d'être révolutionnaire et de militer dans une organisation réformiste ?

5

III. La situation des syndicats et l'intervention des révolutionnaires

1) Les syndicats et l'Etat, les syndicats et le réformisme.

2) Face à la bureaucratie

3) La nécessité de différencier directions réformistes et bureaucratiques des militants

4) Un syndicat n'est pas un parti

5) Un syndicat regroupe une population « avancée »

8

8

IV. Quelle orientation concrète ?

1) L'activité quotidienne

2) Le travail d'avant-garde

3) Discuter politique

9

10

Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste

L'intégration des organisations syndicales au pouvoir de l'Etat

Mots d'ordre pour l'indépendance des syndicats

Nécessité du travail dans les syndicats

Dans les pays arriérés

Le capitalisme monopolisateur et les syndicats

Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux

En Angleterre

En France

Aux Etats-Unis

En Espagne

En Hollande

Au Mexique

L'anarchisme

16

16

15

15

15

14

14

13

13

12

11

10

18

Syndicalisme et communisme

tre époque en tant que révolutionnaire. Elle émerge de la nécessité d'une préparation adéquate de l'avant-garde prolétarienne devant des retournements non seulement probables mais inévitables. Son action la plus ferme et la plus implacable est dirigée contre les rodomontades soi-disant révolutionnaires de la bureaucratie centriste, contre l'hystérie politique qui ne tient pas compte des conditions et qui confond aujourd'hui avec hier ou avec demain ; plus fermement et résolument encore doit-elle se positionner contre les éléments de la droite qui reprennent sa critique et s'y dissimulent afin d'introduire leurs tendances dans le marxisme révolutionnaire.

27. Une nouvelle délimitation ? De nouvelles polémiques ? De nouvelles scissions ? Ce seront les lamentations des âmes pures mais fatiguées, qui voudraient transformer l'Opposition en une retraite calme où l'on pourrait tranquillement prendre congé des grandes tâches, tout en préservant in-

tact le nom de révolutionnaire « de gauche ». Non ! Nous leur disons, à ces âmes fatiguées : nous ne voyons certainement pas sur la même route. La vérité n'a pourtant jamais été la somme de petites erreurs. Une organisation révolutionnaire n'a pourtant jamais été composée de petits groupes conservateurs, cherchant avant tout à se démarquer les uns des autres. Il y a des époques où la tendance révolutionnaire est réduite à une petite minorité dans le mouvement ouvrier. Mais ces époques n'exigent pas des arrangements entre les petits groupes pour se cacher mutuellement leurs péchés mais exigent au contraire une lutte doublement implacable pour une perspective correcte et une formation des cadres dans l'esprit du marxisme authentique. Ce n'est qu'ainsi que la victoire est possible.

28. Pour autant l'auteur de ces lignes est personnellement concerné et doit admettre que la notion qu'il a eue du groupe de Monatte quand il a été expulsé d'Union

Soviétique s'est avérée être trop optimiste, donc fautive. Pendant plusieurs années, l'auteur n'a pas eu la possibilité de suivre l'activité de ce groupe. Il l'a jugée de par ses souvenirs. Les divergences se sont avérées plus profondes et plus aiguës qu'on pouvait le supposer. Les derniers événements ont montré au-delà du doute que sans démarcation idéologique claire et précise de la ligne du syndicalisme, l'Opposition communiste en France n'ira pas de l'avant. Les thèses ici proposées ne sont qu'une première étape dans l'élaboration de cette démarcation, prélude à la lutte réussie contre le baragouin révolutionnaire et la nature opportuniste de Cachin, Monmousseau et compagnie.

Notre engagement syndical

I. Les raisons fondamentales de notre engagement syndical

Une question stratégique

Notre projet révolutionnaire repose sur l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes et une bataille contre la bourgeoisie. Cela a une double implication concernant la nécessité d'unifier notre camp social. Nous devons unifier notre camp social parce que la société que nous voulons mettre en place implique une forte cohésion de la classe ouvrière, afin que celle-ci puisse entraîner les autres classes dans l'organisation d'une nouvelle société, afin que la période de transition entre le capitalisme et le socialisme soit la moins désordonnée possible, que la production et la société se réorganisent au mieux

et au plus vite. Nous devons aussi unifier notre camp social car c'est le seul moyen de battre la classe adverse, la bourgeoisie, au moment des affrontements révolutionnaires, et de limiter les combats armés au minimum.

Lors des grandes batailles politiques ou sociales, notre camp s'homogénéise, s'unifie. Le travail de masse, en particulier syndical, permet de travailler à l'unification de notre camp social en dehors des périodes de mobilisations.

L'organisation dans des structures de type syndical permet à notre camp social de prendre conscience de sa force : lorsque le taux de syndicalisation et de militants syndicaux est élevé, les

travailleurs sont moins isolés, ils peuvent faire jouer des solidarités dans de nombreux aspects quotidiens, au travail mais aussi pour des solidarités encore plus élémentaires, d'entraide.

L'organisation donne aussi des moyens de réaction largement supérieurs aux travailleurs pour défendre leurs intérêts : lorsque des batailles doivent être menées pour défendre leur statut, leur salaire, leur dignité dans leur travail, l'organisation élémentaire permet au travailleur de ne pas se laisser faire.

Enfin, le syndicalisme est aussi intimement lié, au quotidien, avec des discussions entre collègue sur la nécessité de s'organiser, de structurer nos réac-



sement, l'expansion et la consolidation de la C.G.T.U. révolutionnaire et dans l'affaiblissement de la C.G.T. réformiste.

Il n'est pas exclu, mais, bien au contraire très probable, qu'à l'heure de sa révolution, le prolétariat français écrira la lutte avec deux confédérations : derrière l'une se trouveront les masses et derrière l'autre l'aristocratie du travail et la bureaucratie.

21. La nouvelle opposition syndicale ne veut évidemment pas aller sur le chemin du syndicalisme. En même temps, elle se sépare du parti — non avec l'idée d'un certain leadership, mais avec le parti en général. Ce qui signifie tout simplement se désarmer idéologiquement et retomber dans le corporatisme.

22. L'opposition syndicale dans l'ensemble est très variée. Mais elle est caractérisée par quelques traits communs qui ne la rapprochent pas de l'opposition communiste de gauche mais, au contraire, s'opposent à elle.

L'opposition syndicale ne lutte pas contre les actes désinvoltes et les méthodes erronées du leadership communiste, mais contre l'influence du communisme sur la classe ouvrière.

L'opposition syndicale ne lutte pas contre une vision gauchiste de la situation et de ses perspectives mais agit, en fait, à l'opposé de toute perspective révolutionnaire.

L'opposition syndicale ne combat pas contre des méthodes caricaturales d'antimilitarisme mais propose une orientation pacifiste. En d'autres termes, l'opposition syndicale se développe manifestement dans un état d'esprit réformiste.

23. Il est complètement faux d'affirmer que ces dernières années — contrairement à ce qui s'est produit en Allemagne, en Tchécoslovaquie et dans d'autres pays — on n'a pas constitué en France une aile droite au sein du camp révolutionnaire. Le point principal est que, abandonnant la politique révolutionnaire du communisme, l'opposition de droite en France, conformé-

ment aux traditions du mouvement ouvrier français a pris un caractère syndical, cachant de cette façon sa physionomie politique. Au fond, la majorité de l'opposition syndicale représente l'aile droite, comme le groupe de Brandler en Allemagne, les syndicalistes tchèques qui après la scission ont pris une position clairement réformiste, etc.

24. On peut chercher à objecter que toutes les considérations précédentes ne seraient valables qu'à la condition que le parti communiste ait une politique correcte. Mais cette objection n'est pas fondée. La question des rapports entre le parti, qui représente le prolétariat comme il devrait être, et les syndicats, qui représentent le prolétariat tel qu'il est, est la question la plus fondamentale du marxisme révolutionnaire. Ce serait une erreur de rejeter la seule réponse possible à cette question seulement parce que le parti communiste, sous l'influence de raisons objectives et subjectives à propos desquelles nous avons

organisations politiques) constituent aussi des « embryons de démocratie prolétarienne au sein du capitalisme » car elles permettent aux travailleurs d'apprendre à vivre, à faire fonctionner les choses par eux-mêmes, sans les patrons. Cela permet de donner une crédibilité au pouvoir prolétarien, de répondre à

l'illusion répandue que la société ne peut fonctionner sans patrons, sans ingénieurs, sans spécialistes.

II. Les raisons liées à la place des révolutionnaires

Les syndicats sont réformistes par nature

Il existe une contradiction dans le combat quotidien des révolutionnaires : nous nous battons pour l'unité de notre classe et nous poser la question du pouvoir, alors que cette question divise fatalement. En effet, le clivage réforme/révolution divise notre camp social, la nécessité de prendre le pouvoir n'est pas partagée par tous, du moins hors des périodes révolutionnaires. Les syndicats sont réformistes par nature car, s'ils veulent unifier les travailleurs, ils ne peuvent pas être révo-

lutionnaires. De plus, l'aspect quotidien de leur lutte, la revendication immédiate, réduit, qu'on le veuille ou non, leur possibilité de mettre en place une théorie révolutionnaire partagée par la majorité des militants et adhérents.

Les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires ne se donnent pas les moyens de résoudre ce problème. Pour eux, le syndicat est à la fois la forme d'organisation des travailleurs en dehors des périodes révolutionnaires et la forme du pouvoir des travailleurs lors de et après la révolution. Cela les conduit à ne pas résoudre la question de la prise du

pouvoir, comme l'expérience de l'Espagne en 1936 le démontre : dans cette période, ils ont organisé une production autogérée dans des entreprises en concurrence les unes avec les autres et n'ont pas trouvé le moyen de contester le pouvoir bourgeois républicain. De plus, pour la période post-révolutionnaire, leur conception ne permet pas de séparer syndicats et Etat ouvrier (l'Etat est la structure qui organise la société, notamment par le biais de l'administration, de la justice, de la police, de l'armée...). Celle-ci est pourtant nécessaire à la fois pour qu'un

partis politiques mor-tellement ennemis. Dans ces conditions, l'idée de se rebeller contre le leadership du parti. L'expérience historique des bolcheviques l'a prouvée. C'est aussi valable pour étendre son influence sur les masses. Déclarer que sans unionnisme et les larges masses (telles que les étudiants moyen-nement combattifs. Nous pouvons aussi commencer à entraîner plus largement que les révolutionnaires, se lier au niveau de conscience des larges masses : il permet, par des discussions et des luttes quotidiennes, de connaître les préoccupations, ainsi que leur milieu, ce qui permet d'élargir le champ d'action par rapport au milieu, limite, des seuls révolutionnaires.

3) Enfin, les révolutionnaires ont une responsabilité à continuer à la structuration quotidienne de la classe ouvrière. Nous devons nous poser le problème de comment organiser largement le prolétariat en dehors des périodes révolutionnaires. Ce dernier élément implique que cela ne peut pas se faire dans une organisation révolutionnaire. Mais nous ne pouvons pas laisser la tâche que le prolétariat s'organise largement aux révolutionnaires, les révolutionnaires doivent être autant capables de structurer la classe que les réformistes. Il n'y a

Est-il contradictoire d'être révolutionnaire et de militer dans une organisation réformiste ?

État ouvrier existe et puisse organiser la transition vers le communisme et les larges masses (telles que les étudiants moyen-nement combattifs, syndicalement, contre les dérives de tout État (voir la discussion entre Lénine et Trotsky sur la « militarisation des syndicats »).

Aucun syndicat ne peut être révolutionnaire. À partir du moment où l'on comprend la nécessité de militer syndicalement, il faut accepter ce fait. Pour autant, cela ne veut pas dire que l'on devient nous-mêmes révolutionnistes. Il s'agit de comprendre à quoi sert le syndicat, outil révolutionnaire indispensable aux travailleurs. Le syndicat est la forme d'organisation première pour les travailleurs entre les mouvements de lutte, nous pouvons tester nos arguments dans le syndicat avant de les tester à une échelle plus large. Par exemple, pendant le mouvement contre le CPE, commencer à garder un lien entre eux, de continuer à défendre leurs intérêts.

Un syndicat ne peut pas se faire dans une organisation révolutionnaire. Mais nous ne pouvons pas laisser la tâche que le prolétariat s'organise largement aux révolutionnaires, les révolutionnaires doivent être autant capables de structurer la classe que les réformistes. Il n'y a

dans les syndicats, pas un seul ouvrier n'aura les a dénormes avantages, tant du point de vue des tâches quotidiennes du prolétariat que de celui de la lutte du Parti communiste pour étendre son influence sur les masses. Mais les faits montrent que dès que l'aile révolutionnaire dans les fédérations Générale du Travail Unitaire (la centrale syndicale rouge) a porté de la scission. Les relations paisibles avec un tiers de ce nombre. Il est clair que le slogan abstrait de l'indépendance ne peut venir en aucun cas des masses. La bureaucratie syndicale est une tout autre affaire-guerre. Nous, communistes, avons toujours intérêt à démontrer aux ouvriers dans la bureaucratie que la responsabilité du doublement des classes ouvrière derrière des slogans révolutionnaires et des méthodes révolutionnaires de lutte. Aujourd'hui l'unité par sa base même, un slogan bureaucratique et non un slogan de classe.

18. Après le fétichisme de l'indépendance, la Ligue syndicaliste révolutionnaire en France pendant ce temps, les deux organisations se sont certainement maintenues de l'unité des syndicats en fétiche. Il va de soi que le maintien de l'unité des syndicats, pas un seul ouvrier n'aura les a dénormes avantages, tant du point de vue des tâches quotidiennes du prolétariat que de celui de la lutte du Parti communiste pour étendre son influence sur les masses. Mais les faits montrent que dès que l'aile révolutionnaire dans les fédérations Générale du Travail Unitaire (la centrale syndicale rouge) a porté de la scission. Les relations paisibles avec un tiers de ce nombre. Il est clair que le slogan abstrait de l'indépendance ne peut venir en aucun cas des masses. La bureaucratie syndicale est une tout autre affaire-guerre. Nous, communistes, avons toujours intérêt à démontrer aux ouvriers dans la bureaucratie que la responsabilité du doublement des classes ouvrière derrière des slogans révolutionnaires et des méthodes révolutionnaires de lutte.

19. Huit ans se sont écoulés depuis la scission syndicale en France. Pendant ce temps, les deux organisations se sont certainement maintenues de l'unité des syndicats. 20. Le véritable chemin de l'unité révolutionnaire du prolétariat se situe dans la redresser les tâches révolutionnaires de la classe ouvrière. Les collaborations possibles par la lutte ouverte est seulement possible par la lutte ouverte de la classe ouvrière. Huit ans se sont écoulés depuis la scission syndicale en France. Pendant ce temps, les deux organisations se sont certainement maintenues de l'unité des syndicats.

devient partout la règle, sans exception, et ce ouvertement ? Ceci correspond en fait aux caractéristiques de l'époque impérialiste, qui dévoile toutes les relations de classe et qui, même chez le prolétariat accentue les contradictions entre son aristocratie et ses couches les plus exploitées.

15. L'expression courante du syndicalisme d'autrefois est la prétendue Ligue syndicaliste. Par tous ses traits, elle apparaît comme une organisation politique qui cherche à subordonner le mouvement syndical à son influence. En fait la Ligue recrute ses membres non pas selon les principes syndicaux, mais selon ceux des groupements politiques ; elle a sa plateforme, faute de programme, et la défend dans ses publications ; elle a sa propre discipline interne dans le mouvement syndical. Dans les congrès des confédérations, ses partisans agissent en tant que fraction politique tout comme la fraction communiste. Pour faire court, la tendance de la Ligue syndicaliste

se ramène à une lutte pour libérer les deux confédérations du leadership des socialistes et des communistes et pour les unir sous la direction du groupe de Monatte.

La Ligue n'agit pas ouvertement au nom du droit et de la nécessité pour la minorité avancée de combattre pour étendre son influence sur les masses ; elle se présente masquée par ce qu'elle appelle l'"Indépendance" syndicale. De ce point de vue, la Ligue s'approche du Parti socialiste qui réalise aussi son leadership sous couvert de l'expression "indépendance du mouvement syndical". Le parti communiste, au contraire, dit ouvertement à la classe ouvrière : voici mon programme, ma tactique et ma politique, que je propose aux syndicats.

Le prolétariat ne doit jamais croire n'importe quoi aveuglément. Il doit juger par son travail. Mais les ouvriers devraient avoir une double et une triple méfiance vers ces prétendants au leadership qui agissent incognito, sous un masque qui ferait croire au prolétariat

qu'il n'a besoin d'aucun leadership.

16. Le droit d'un parti politique d'agir pour gagner les syndicats à son influence ne doit pas être nié, mais cette question doit être posée : Au nom de quel programme et de quelle tactique cette organisation agit-elle ? De ce point de vue, la Ligue syndicaliste ne donne pas les garanties nécessaires. Son programme est extrêmement amorphe, de même que sa tactique. Dans ses positions politiques elle agit seulement au fil des événements. Reconnaisant la révolution prolétarienne et même la dictature du prolétariat elle ignore le parti et ses droits, est contre le leadership communiste, sans lequel la révolution prolétarienne risquerait de rester à jamais une expression vide.

17. L'idéologie de l'indépendance syndicale n'a rien de commun avec les idées et les sentiments du prolétariat en tant que classe. Si le parti, par sa direction, est capable d'assurer une politique correcte et clairvoyante

aucune raison de leur laisser ce privilège.

On entend beaucoup de choses sur l'indépendance syndicale. Pour nous, il ne s'agit pas que les militants des syndicats n'ont pas le droit de discuter de politique ou de militer politiquement. Il ne s'agit pas d'une position morale. L'in-

dépendance syndicale consiste à respecter les rythmes politiques et les objectifs de chaque structure. Le syndicat a pour rôle d'unifier un camp social pour se battre pour des objectifs communs en défense de ses intérêts. L'organisation politique vise à préciser et défendre un projet stratégique. Nous respectons

les décisions des organisations de masse, nous nous battons contre leur subordination à une organisation politique parce que nous pensons qu'il est nécessaire de respecter les rythmes de débat démocratique des structures de masse.

III. La situation des syndicats et l'intervention des révolutionnaires

Cinq questions structurent notre vision de l'intervention des révolutionnaires dans les syndicats.

1) Les syndicats et l'Etat, les syndicats et le réformisme.

L'intégration des syndicats à l'appareil d'Etat est plus moins profonde selon les organisations et les périodes, mais elle est inévitable pour tout syndicat un minimum représentatif : tout syndicat qui a une audience de masse acquiert des positions dans les conseils d'entreprises (ou d'université...),

des permanents (ne serait-ce que pour protéger ses militants de la répression), de l'argent qui vient de l'Etat. Ce lien à l'appareil d'Etat implique forcément le développement de conceptions réformistes et de fonctionnements bureaucratiques (voir Rosa Luxembourg, Grève de masse, parti et syndicat et Réforme sociale ou révolution).

2) Face à la bureaucratie

La bataille contre la bureaucratie n'est pas un débat d'idées entre des militants en désaccord. La bureaucratie est problème de

rapport au système, c'est une question sociale. Les bureaucrates ne sont pas mauvais par nature ou par conviction, mais leur place dans une structure intégrée à l'appareil d'Etat les force à des pratiques antidémocratiques et des conceptions réformistes. Nous devons déduire de ce problème social la nécessité pour la révolutionnaire d'une séparation nette entre eux et nous, en terme de pratiques militantes, de formulation d'orientations syndicales. Aucune alliance durable (ce qui n'interdit pas des accords ponctuels) n'est possible sous peine de nous intégrer à notre tour.

jamais eu. L'expérience et la théorie indiquent qu'il n'y en aura jamais. Aux États-Unis, les syndicats sont directement liés par leur appareil au patronat industriel et aux partis bourgeois. En Angleterre, les syndicats, qui viennent les appuyer dans le passé ont principalement développé au fur et à mesure que la situation deviendra plus révolutionnaire.

Ces conditions permettent une appréciation du degré et de la forme de la véritable autonomie des syndicats. Dans ce domaine, la République soviétique conduit une lutte entre la grève économique et la grève générale. En période de "paix", quand les formes les plus militantes d'action syndicale sont des grèves économiques isolées, le rôle direct du parti dans les syndicats, les degrés ont été divisés il y a un peu de temps, l'un allant vers la social-démocratie, l'autre vers le communisme. C'est comme ça partout.

Les théoriciens de l'indépendance du mouvement syndical ont pas pris la peine de penser à nous dire jusqu'ici : pourquoi leur slogan non seulement est loin de se réaliser où que ce soit, mais, la dépendance des syndicats vis-à-vis du leadership d'un parti nulle part. Il n'y en a

14. Les faits démontrent que des syndicats politiquement "indépendants" n'existent pas. Le premier rôle dans la grève revient naturellement au syndicat. La situation change radicalement quand le mouvement s'élève au niveau de la grève

13. Il est clair que l'influence du Parti communiste de manière générale, y compris dans les syndicats, se développera au fur et à mesure que la situation deviendra plus révolutionnaire.

13. Il est clair que l'influence du Parti communiste de manière générale, y compris dans les syndicats, se développera au fur et à mesure que la situation deviendra plus révolutionnaire.

13. Il est clair que l'influence du Parti communiste de manière générale, y compris dans les syndicats, se développera au fur et à mesure que la situation deviendra plus révolutionnaire.

13. Il est clair que l'influence du Parti communiste de manière générale, y compris dans les syndicats, se développera au fur et à mesure que la situation deviendra plus révolutionnaire.

de leur actes propres vis-à-vis du reste de l'organisation.

4) Un syndicat n'est pas un parti

Un syndicat est une coalition d'individus, ou de structures locales, sur le seul objectif de défendre des intérêts communs. Nous devons refuser toute forme de centralisme dans les syndicats : conscience de la nécessité de s'organiser. Nous combattons donc la conception réformiste qui consiste à considérer que les syndicats doivent coller au niveau de conscience des masses non organisées. Les

5) Un syndicat regroupe une population « avancée »

Un syndicat est une coalition d'individus, ou de structures locales, sur le seul objectif de défendre des intérêts communs. Nous devons refuser toute forme de centralisme dans les syndicats : conscience de la nécessité de s'organiser. Nous combattons donc la conception réformiste qui consiste à considérer que les syndicats doivent coller au niveau de conscience des masses non organisées. Les

Un syndicat est une coalition d'individus, ou de structures locales, sur le seul objectif de défendre des intérêts communs. Nous devons refuser toute forme de centralisme dans les syndicats : conscience de la nécessité de s'organiser. Nous combattons donc la conception réformiste qui consiste à considérer que les syndicats doivent coller au niveau de conscience des masses non organisées. Les

IV. Quelle orientation concrète ?

De plus, cela permet de gagner une légitimité, il n'y a aucun problème concret les problèmes quotidiens des travailleurs. Nous participons donc aux performances, aux tables d'information, aux campagnes électorales, aux campagnes de pétitions, à la résolution des problèmes de résoudre

3) La nécessité de différencier les directions réformistes et bureaucratiques des militants

Les militants de base, même dirigés par des bureaucrates et solidaires avec eux, sont de défendre des intérêts communs. Nous devons refuser toute forme de centralisme dans les syndicats : conscience de la nécessité de s'organiser. Nous combattons donc la conception réformiste qui consiste à considérer que les syndicats doivent coller au niveau de conscience des masses non organisées. Les

1) L'activité quotidienne

Parce que nous sommes convaincus de la nécessité du cadre syndical pour lui-même, nous participons à l'activité quotidienne

l'ignorance, laissant seulement à l'avant-garde prolétarienne la possibilité de traverser toutes les difficultés et d'arriver à une compréhension claire des tâches de sa classe dans leur ensemble.

10. La véritable autonomie, pratique et non métaphysique, de l'organisation syndicale n'est ni perturbée ni diminuée par la lutte d'influence du parti communiste. Chaque syndiqué a le droit de voter comme il le juge utile et d'élire celui qui lui semble le plus digne. Les communistes possèdent ce droit comme les autres.

La conquête de la majorité par les communistes dans les organes directeurs se fait dans le respect des principes de l'autonomie, à savoir la libre auto-gestion des syndicats. D'autre part, aucun statut de syndicat ne peut empêcher ou interdire le parti d'élire le secrétaire général de la Confédération du travail à son comité central, puisque ici nous sommes entièrement dans le registre de l'autonomie du parti.

11. Dans les syndi-

cats, les communistes sont naturellement soumis à la discipline du parti, quelques soient les postes qu'ils occupent. Ceci n'exclut pas mais présuppose leur soumission à la discipline du syndicat. En d'autres termes, le parti ne leur impose aucune ligne de conduite qui contredirait l'état d'esprit ou les avis de la majorité des membres des syndicats. Dans des cas tout à fait exceptionnels, quand le parti considère impossible la soumission de ses membres à une décision réactionnaire du syndicat, il montre ouvertement à ses membres les conséquences qui en découlent, comme des retraits de responsabilités syndicales, des expulsions, et ainsi de suite.

Avec des formules juridiques sur ces questions — et l'autonomie est une formule purement juridique — on n'arrive à rien. La question doit être posée dans son contenu, c'est-à-dire sur le plan de la politique syndicale. Une politique correcte doit être opposée à une politique erronée.

12. Les caractéristiques du leadership du parti, ses formes et ses méthodes, peuvent différer profondément selon les conditions générales d'un pays donné ou selon sa période de développement.

Dans les pays capitalistes, où le Parti communiste ne possède aucun moyen coercitif, il est évident qu'il ne peut avoir le leadership qu'avec des communistes syndiqués, que ce soit à la base ou aux postes bureaucratiques. Le nombre de communistes aux principaux postes de direction des syndicats n'est qu'un des moyens de mesurer le rôle du parti dans les syndicats. La mesure la plus importante est le pourcentage de communistes syndiqués par rapport à l'ensemble de la masse syndiquée. Mais le critère principal est l'influence générale du parti sur la classe ouvrière, elle-même mesurable par la diffusion de la presse communiste, l'assistance lors des meetings du parti, le nombre de voix aux élections et, ce qui est tout particulièrement important, le nombre d'ouvriers

blèmes quotidiens, à la lecture et l'analyse des réformes, ainsi qu'au travail dans les institutions (conseils, rendez-vous avec les administrations...).

2) Le travail d'avant-garde

Nous essayons d'être un pas en avant et de tirer en avant l'ensemble du syndicat. Cela passe par deux biais. Le premier est la conviction : nous essayons de convaincre sur nos positions en discutant, en écrivant des textes, etc. Le deuxième est l'action : nous mettons en place notre orientation en tant qu'individus ou lorsque nous convainquons une structure, afin de faire des preuves par l'exemple. Cela ne se fait pas dans tous les cas : il faut que cette action serve réellement à entraîner plus largement, pas à nous isoler.

3) Discuter politique

Lorsque nous militons syndicalement, nous restons des militants politiques. Nous ne nous interdisons

pas de discuter de nos convictions politiques, même si cela ne doit pas se faire au détriment du travail syndical : pour être crédibles lorsqu'on propose une orientation syndicale, il faut parfois savoir se faire discrets sur l'intervention politique, même s'il est parfois possible, lorsqu'on a acquis une certaine légitimité, de proposer des orientations syndicales même en étant connus comme militants syndicaux.

Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste

L'intégration des organisations syndicales au pouvoir de l'Etat

dément central.

Les cliques capitalis-

avec lui!

Aux yeux de la bourgeoisie, à la tête de trusts puissants, des syndicats, des consortiums cats, des consorti- reaucratie du mouve-

de tenter de coopérer

L. Trotsky



l'Etat de vie économique à « libérer » l'Etat de l'empire capitaliste entre le soulèvement et la prise du pouvoir, etc. 6. Après la guerre, le syndicalisme français a trouvé à la fois des parties les plus rétrogrades de la classe ouvrière. Les tentatives pour rétablir le syndicalisme bourgeois ne peuvent avoir qu'une signification réactionnaire. 7. Les épigones du syndicalisme transformé (en paroles) de l'indépendance syndicalisation vis-à-vis de la décadence impérialiste. Ils doivent affronter un adversaire capitaliste centralisé, intégrer à l'Etat n'est pas inhérent à telle ou telle doctrine, mais résulte des conditions sociales communes pour tous les syndicats. Le capitalisme monopolisateur n'est pas basé sur la concurrence et sur l'initiative privée, mais sur un commandement central.

L'anarcho-syndicalisme, même dans sa période classique, était en indépendance générale, en indépendance absolue vis-à-vis de tous les partis, partis communiste inclus. Si, dans sa période d'expansion, le syndicalisme se considérait non d'un parti opposé tunisien. 9. Les épigones du syndicalisme voulaient nous faire croire que les syndicats suffisent à eux-mêmes. Théoriquement, ça ne veut rien dire, mais en pratique ça signifie la dissolution de l'avant-garde révolutionnaire dans les masses, dans les syndicats. Plus la masse encadrée par les syndicats est grande, mieux ils peuvent accomplir leur mission. Un parti pro-letarien, au contraire, face à l'influence de la bourgeoisie ne peut pas être un état passif. Elle ne peut que sexprimer par des actes politiques, c'est-à-dire par la lutte contre la bourgeoisie. Cette lutte doit être inspirée par suffisamment sous-prétextes que le prolétariat aurait déjà atteints sa "majorité", c'est flatter le prolétariat en le décrivant comme il ne peut pas être en régime capitaliste, qui maintient les masses ouvrières dans

Syndicalisme et communisme

Léon Trotsky
14 octobre 1929

La question syndicale est une des plus importantes pour le mouvement ouvrier, et donc pour l'Opposition aussi. Sans position claire sur cette question, l'Opposition sera incapable de gagner une influence véritable dans la classe ouvrière. C'est pourquoi je crois nécessaire de soumettre ici à la discussion quelques considérations sur la question syndicale.

1. Le Parti communiste est l'arme fondamentale de l'action révolutionnaire du prolétariat, l'organisation de combat de son avant-garde qui doit s'élever au rôle de guide de la classe ouvrière dans toutes les sphères de sa lutte, sans exception, par conséquent mouvement syndical inclus.

2. Ceux qui, par prin-

cipe, opposent l'autonomie syndicale au leadership du parti communiste, opposent ainsi — qu'ils le veulent ou non — la partie la plus rétrograde du prolétariat à l'avant-garde de la classe ouvrière, la lutte pour des revendications immédiates à la lutte pour la libération totale des travailleurs, le réformisme au communisme, l'opportunisme au marxisme révolutionnaire.

3. Le syndicalisme français d'avant-guerre, à ses débuts et pendant sa croissance, en combattant pour l'autonomie syndicale, combattit réellement pour son indépendance vis-à-vis du gouvernement bourgeois et de ses partis, parmi lesquels celui du socialisme réformiste et parlementaire. C'était une lutte contre l'op-

portunisme, par une voie révolutionnaire.

Le syndicalisme révolutionnaire n'a pas à cet égard fétichisé l'autonomie des organisations de masse. Bien au contraire, il a compris et a affirmé le rôle dirigeant de la minorité révolutionnaire dans les organisations de masse, organisations qui reflètent la classe ouvrière avec toutes ses contradictions, ses retards et ses faiblesses.

4. La théorie de la minorité active était essentiellement une théorie inachevée du parti prolétarien. Dans sa pratique, le syndicalisme révolutionnaire était l'embryon d'un parti révolutionnaire contre l'opportunisme, c'était une remarquable esquisse du communisme révolutionnaire.

5. La faiblesse de

nismes d'Etat, le fascisme n'invente rien de nouveau, il ne fait que pousser à leurs ultimes conséquences toutes les tendances inhérentes au capitalisme.

Les pays coloniaux et semi-coloniaux ne sont pas sous la domination d'un capitalisme indigène, mais sous celle de l'impérialisme étranger. Cependant, ceci n'écarte pas, mais renforce au contraire, le besoin des liens directs, journaliers et pratiques, entre les magnats du capitalisme et les gouvernements coloniaux et semi-coloniaux qui, en fait, dépendent d'eux.

Dans la mesure où le capitalisme impérialiste crée dans les pays coloniaux et semi-coloniaux une couche d'aristocratie et de bureaucratie ouvrière, celle-ci sollicite le soutien de ces gouvernements comme protecteurs et parfois comme arbitres.

Cela constitue la base sociale la plus importante du caractère bonapartiste et semi-bonapartiste des gouvernements dans les colonies, et en général dans les pays « arriérés ». Cela constitue également la base

de la dépendance des syndicats réformistes vis-à-vis de l'Etat.

Au Mexique, les syndicats ont été transformés par la loi en institutions semi-étatiques et ont, par conséquent, acquis un caractère semi-totalitaire. L'étatisation des syndicats, suivant la conception des législateurs, fut introduite dans l'intérêt des travailleurs, dans le but de leur assurer une influence dans la vie gouvernementale ou économique. Mais dans la mesure où le capitalisme impérialiste étranger domine l'Etat national et où il est possible de renverser la démocratie instable et de la remplacer immédiatement par une dictature fasciste ouverte, dans cette mesure, la législation se rapportant aux syndicats peut facilement devenir une arme dans les mains de la dictature impérialiste.

Mots d'ordre pour l'indépendance des syndicats

De ce qui précède, il semblerait facile à première vue de conclure que les syndi-

cats renoncent à être eux-mêmes à l'époque impérialiste, qu'ils ne laissent presque plus de place à la démocratie ouvrière qui, dans les bons vieux temps, quand le libre échange dominait sur l'arène économique, constituait le contenu même de la vie intérieure des organisations ouvrières. On pourrait également estimer qu'en l'absence de démocratie ouvrière, il ne peut y avoir de lutte ouverte pour exercer une influence sur les membres des syndicats et que, de ce fait, l'arène principale du travail révolutionnaire au sein des syndicats disparaît. Une telle position serait fondamentalement fautive. Nous ne pouvons pas choisir le champ et les conditions de notre activité selon nos seuls désirs ou aversions. Il est infiniment plus difficile de lutter pour influencer la masse ouvrière dans un Etat totalitaire et semi-totalitaire que dans une démocratie. Cette remarque s'applique également aux syndicats dont la destinée reflète l'évolution des Etats capitalistes. Mais nous ne pouvons pas renoncer à tra-

Août 1940

ne peuvent plus exister longtemps.
Tout comme il est impossible de revenir à l'Etat démocratique bourgeois, il est impossible de revenir à l'Etat démocratique bourgeois, il est impossible de revenir à l'Etat démocratique bourgeois, dans un sens de classe, dans leur rapport avec l'Etat bourgeois, ne peut être assurée, dans les conditions actuelles, que par une direction complètement révolutionnaire qui est la direction de la IVème Internationale. Cette direction, naturelle-ment, peut et doit être rationnelle et axi-mum de démocratie sous toutes ces conditions concrètes qui ont été créées par le développement précédent. y compris les fautes de la classe ouvrière et les crimes de ses chefs.

vailler avec les ouvriers les masses, non seulement contre la bourgeoisie, mais aussi contre le régime totalitaire y rend un tel travail extrêmement difficile. Pour la même raison, nous ne pouvons renoncer à la lutte dans les organisations du travail obligatoire : indépendance, création par le fascisme. A plus forte raison, nous ne pouvons pas renoncer à un travail vis de l'Etat capitaliste. Cela signifie : lutte pour transformer les syndicats en organes des masses exploitées et talisme impérialiste pour subordonner et discipliner les travailleurs et empêcher la révolution, ou bien au contraire devenir les instruments du mouvement révolutionnaire du prolétariat.

La neutralité des syndicats est complètement et irrémédiablement chose passée et morte avec la libre démocratie bourgeoise.

Nécessité du travail dans les syndicats

De ce qui précède, il découle clairement qu'en dépit de la dégradation continue de leur situation progressive, de leur intégration progressive à l'Etat impérialiste, le travail au sein des syndicats non seulement peuvent pas être plus longtemps anarchiquement contre la bourgeoisie, mais aussi peuvent pas être plus longtemps anarchiquement contre le régime totalitaire régnant dans les syndicats eux-mêmes et contre les leaders qui renforcent ce régime. Le mot d'ordre essentiel dans cette lutte est : indépendance, création par le fascisme. A plus forte raison, nous ne pouvons pas renoncer à un travail vis de l'Etat capitaliste. Cela signifie : lutte pour transformer les syndicats en organes des masses exploitées et talisme impérialiste pour subordonner et discipliner les travailleurs et empêcher la révolution, ou bien au contraire devenir les instruments du mouvement révolutionnaire de la bourgeoisie, dans les conditions actuelles, que par une direction complètement révolutionnaire qui est la direction de la IVème Internationale. Cette direction, naturelle-ment, peut et doit être rationnelle et axi-mum de démocratie sous toutes ces conditions concrètes qui ont été créées par le développement précédent. y compris les fautes de la classe ouvrière et les crimes de ses chefs.

Dans les pays fascistes et semi-fascistes, tout travail révolutionnaire ne peut être qu'il-legal et clandestin. Il est nécessaire de nous adapter nous-mêmes aux conditions concrètes existant dans les syndicats de chaque pays afin de mobiliser les masses, non seulement contre la bourgeoisie, mais aussi contre le régime totalitaire régnant dans les syndicats eux-mêmes et contre les leaders qui renforcent ce régime.

le contrôle du gouvernement impérialiste. En dépit de ses sympathies platoniques pour la IV^{ème} Internationale, Sneevliet, le secrétaire de l'organisation, avait, comme député au parlement hollandais, pour premier objectif d'éviter que les foudres du gouvernement ne s'abattent sur son organisation syndicale.

Au Mexique

La nationalisation des chemins de fer et des champs de pétrole au Mexique n'a évidemment rien de commun avec le socialisme.

C'est une mesure de capitalisme d'Etat dans un pays arriéré qui cherche à se défendre de cette façon d'une part contre l'impérialisme étranger, et d'autre part contre son propre prolétariat. La gestion des chemins de fer et des champs de pétrole sous le contrôle des organisations ouvrières n'a rien de commun avec le contrôle ouvrier sur l'industrie, car, en fin de compte, la gestion est entre les mains de la bureaucratie ouvrière, qui est indépendante des travailleurs, mais en retour complètement

sous la dépendance de l'Etat bourgeois. Cette mesure de la part de la classe dirigeante vise à discipliner la classe ouvrière, et à la faire travailler davantage au service des « intérêts communs » de l'Etat qui semblent se confondre avec les intérêts de la classe ouvrière elle-même. En réalité, toute la tâche de la bourgeoisie consiste à liquider les syndicats en tant qu'organes de la lutte des classes et à les remplacer par la bureaucratie syndicale comme organe de direction de l'Etat bourgeois sur les ouvriers. Dans ces conditions, la tâche de l'avant-garde révolutionnaire consiste à conduire la lutte pour la complète indépendance des syndicats et pour l'introduction du contrôle ouvrier véritable sur la bureaucratie syndicale qui a été transformée en administration des chemins de fer, des entreprises de pétrole, etc.

L'anarchisme

Les événements de la dernière période qui a précédé la guerre ont révélé avec une clarté particulière que l'anar-

chisme qui, du point de vue théorique, n'est jamais qu'un libéralisme poussé à l'extrême, ne fut dans la pratique qu'un mouvement de propagande s'exerçant paisiblement dans le cadre de la république démocratique dont il cherchait la protection.

Si nous faisons abstraction des actes terroristes individuels, etc., l'anarchisme, comme mouvement de masse et d'action politique, n'a exercé qu'une activité propagandiste sous la protection pacifique de la légalité.

Dans les moments de crise, les anarchistes ont toujours fait le contraire de ce qu'ils avaient préconisé dans les périodes calmes.

Ce fait fut signalé par Marx en relation avec les événements de la Commune de Paris, et il se reproduisit à une beaucoup plus grande échelle dans l'expérience de la révolution espagnole.

Des syndicats démocratiques dans le vieux sens du terme, c'est-à-dire des organismes dans le cadre desquels différentes tendances s'affrontent plus ou moins librement au sein d'une même organisation de masse,

n'a rien perdu de son importance, mais reste comme auparavant, et devient dans un certain sens même, révolutionnaire. L'enjeu de ce travail reste essentiellement la lutte pour influencer la classe ouvrière. Chaque organisation, chaque parti, chaque fraction qui prend une position ultimiste à l'égard des syndicats, c'est-à-dire qui en fait, tourne le dos à la classe ouvrière, simplement parce que ses organisations ne lui plaisent pas, est condamnée à périr. Et il faut dire qu'elle mérite son sort.

Dans les pays arriérés

Du fait que dans les pays arriérés le rôle principal n'est pas joué par le capitalisme national mais par le capitalisme étranger, la bourgeoisie nationale occupe une situation sociale inférieure à ce qu'elle devrait être par rapport au développement de l'industrie.

Dans la mesure où le capital étranger n'importe pas de travailleurs mais prolétarise la population indigène, le prolétariat national joue rapidement le rôle

le plus important dans la vie du pays. Dans ces conditions, le gouvernement national, dans la mesure où il essaie de résister au capital étranger, est contraint de s'appuyer plus ou moins sur le prolétariat.

D'autre part, les gouvernements de ces pays qui considèrent comme inévitable et comme plus profitable pour eux-mêmes de marcher la main dans la main avec le capital étranger, détruisent les organisations ouvrières et instaurent un régime plus ou moins totalitaire.

Ainsi, la faiblesse de la bourgeoisie nationale, le manque de traditions du gouvernement démocratique, la pression de l'impérialisme étranger et le développement relativement rapide du prolétariat ôtent toute base à un régime démocratique stable. Les gouvernements des pays arriérés, c'est-à-dire coloniaux et semi-coloniaux, prennent dans l'ensemble un caractère bonapartiste au semi-bonapartiste. Ils diffèrent les uns des autres en ce sens que les uns tentent de s'orienter dans une di-

rection démocratique en cherchant un appui chez les ouvriers et les paysans, pendant que d'autres installent une forme de dictature militaire et policière. Cela détermine également le sort des syndicats : ou bien ils sont placés sous la tutelle de l'Etat, ou bien ils sont soumis à une cruelle persécution. Cette tutelle correspond aux deux tâches antagoniques auxquelles l'Etat doit faire face : soit se rapprocher de la classe ouvrière tout entière et gagner ainsi un appui pour résister aux prétentions excessives de l'impérialisme, soit discipliner les travailleurs en les plaçant sous le contrôle d'une bureaucratie.

Le capitalisme monopolisateur et les syndicats

Le capitalisme monopolisateur est de moins en moins prêt à admettre à nouveau l'indépendance des syndicats. Il exige de la bureaucratie réformatrice et de l'aristocratie ouvrière, qui ramassent les miettes de sa table, qu'elles soient toutes les deux transformées en sa police

En France En France, il n'y avait pas de place pour une lutte pour parvenir à l'existence indépendante des syndicats staliniens. Ils s'unirent aux soi-disant anarchosindicalistes sous la direction de Jouhaux et, comme résultat de cette unification, il y eut un déplacement général du mouvement syndical, non vers la gauche, mais vers la droite.

La direction de la CGT est l'agence la plus directe et la plus ouverte du capitalisme impérialiste français.

Aux Etats-Unis Aux Etats-Unis, le mouvement syndical a été passé au cours de ces dernières années par une période très mouvementée. La montée du CIO met en évidence les tendances révolutionnaires qui se manifestent dans les masses travailleuses. Cependant, remarquable et significatif au plus haut degré est le fait que la nouvelle organisation syndicale de gauche, à peine fondée, tombe sous la coupe de l'Etat impérialiste. La lutte entre les dirigeants de l'ancienne fédération et ceux de la

En France, il n'y avait pas de place pour une lutte pour parvenir à l'existence indépendante des syndicats staliniens. Ils s'unirent aux soi-disant anarchosindicalistes sous la direction de Jouhaux et, comme résultat de cette unification, il y eut un déplacement général du mouvement syndical, non vers la gauche, mais vers la droite.

La direction de la CGT est l'agence la plus directe et la plus ouverte du capitalisme impérialiste français.

Aux Etats-Unis Aux Etats-Unis, le mouvement syndical a été passé au cours de ces dernières années par une période très mouvementée. La montée du CIO met en évidence les tendances révolutionnaires qui se manifestent dans les masses travailleuses. Cependant, remarquable et significatif au plus haut degré est le fait que la nouvelle organisation syndicale de gauche, à peine fondée, tombe sous la coupe de l'Etat impérialiste. La lutte entre les dirigeants de l'ancienne fédération et ceux de la

En Espagne

Non moins significatif, bien que dans un sens différent, est le développement ou la déchéance des syndicats espagnols.

Dans les syndicats socialistes, tous les éléments dirigeants qui dans une certaine mesure représentaient l'indépendance du mouvement syndical, furent mis à l'écart. Quant aux syndicats anarchosyndicalistes, ils furent transformés en instruments de la suppression de la démocratie ouvrière dans les syndicats, l'évolution vers le régime totalitaire, caractéristique fondamentalement de la période.

En Hollande Nous devons également passer à la Hollande où non seulement le mouvement syndical réformiste fut un appui pour l'impérialisme, mais où la lutte entre les dirigeants de l'ancienne fédération et ceux de la

la question de cette termes, le dernier cri de la technologie, de l'économie, et de la politique impérialiste se combine dans ces pays à l'état arrière et primitif traditionnel. Cette loi peut être observée dans les sphères les plus diverses du développement des pays coloniaux ou semi-coloniaux, y compris celle du mouvement syndical. Le capitalisme opère ici dans sa forme la plus cynique et la plus ouverte. Il transporte sur un terrain vierge les méthodes des plus impérialistes dépendants sa domination tyrannique.

Dans tout le mouvement syndical mondial on a pu observer, durant la dernière période, un glissement à droite et la suppression de la démocratie internationale adoptée par le programme d'activité du parti mais, dans ses lignes essentielles, également le programme de l'activité syndicale.

Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux Le développement étrange, des agents des pays arriérés pré-combiné. En d'autres termes, le dernier cri de la technologie, de l'économie, et de la politique impérialiste se combine dans ces pays à l'état arrière et primitif traditionnel. Cette loi peut être observée dans les sphères les plus diverses du développement des pays coloniaux ou semi-coloniaux, y compris celle du mouvement syndical. Le capitalisme opère ici dans sa forme la plus cynique et la plus ouverte. Il transporte sur un terrain vierge les méthodes des plus impérialistes dépendants sa domination tyrannique.

En Angleterre

La question de cette termes, le dernier cri de la technologie, de l'économie, et de la politique impérialiste se combine dans ces pays à l'état arrière et primitif traditionnel. Cette loi peut être observée dans les sphères les plus diverses du développement des pays coloniaux ou semi-coloniaux, y compris celle du mouvement syndical. Le capitalisme opère ici dans sa forme la plus cynique et la plus ouverte. Il transporte sur un terrain vierge les méthodes des plus impérialistes dépendants sa domination tyrannique.

Dans tout le mouvement syndical mondial on a pu observer, durant la dernière période, un glissement à droite et la suppression de la démocratie internationale adoptée par le programme d'activité du parti mais, dans ses lignes essentielles, également le programme de l'activité syndicale.

Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux Le développement étrange, des agents des pays arriérés pré-combiné. En d'autres termes, le dernier cri de la technologie, de l'économie, et de la politique impérialiste se combine dans ces pays à l'état arrière et primitif traditionnel. Cette loi peut être observée dans les sphères les plus diverses du développement des pays coloniaux ou semi-coloniaux, y compris celle du mouvement syndical. Le capitalisme opère ici dans sa forme la plus cynique et la plus ouverte. Il transporte sur un terrain vierge les méthodes des plus impérialistes dépendants sa domination tyrannique.

la question de cette termes, le dernier cri de la technologie, de l'économie, et de la politique impérialiste se combine dans ces pays à l'état arrière et primitif traditionnel. Cette loi peut être observée dans les sphères les plus diverses du développement des pays coloniaux ou semi-coloniaux, y compris celle du mouvement syndical. Le capitalisme opère ici dans sa forme la plus cynique et la plus ouverte. Il transporte sur un terrain vierge les méthodes des plus impérialistes dépendants sa domination tyrannique.